

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0,50 F

mercredi 16 novembre 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX

EDITORIAL

RENTREE UNIVERSITAIRE:

VERS L'ÉPREUVE DE FORCE ?

La rentrée universitaire n'a toujours pas eu lieu. En effet, le gouvernement colonialiste français continue de faire la sourde oreille aux revendications du CUAG (contre universitaire Antilles-Guyane). Le conseil d'administration du centre a décidé, on le sait, de repousser "à sine die" la rentrée universitaire.

Les crédits, la dotation en postes budgétaires sont nettement insuffisants et ne permettent pas le fonctionnement normal du CUAG. De plus, les heures complémentaires d'enseignement de l'année dernière ne sont toujours pas payées. Cette situation est intolérable aux enseignants comme aux étudiants.

Ces derniers, ont d'ailleurs décidé de se mobiliser depuis le début de la semaine pour faire entendre leurs voix. Des meetings d'explication et de protestation sont prévus.

Cette situation ne concerne pas seulement les étudiants et les enseignants, elle concerne aussi les familles et toute la population des Antilles et de la Guyane. Car, lorsque l'on veut priver le pays d'un enseignement supérieur correct, lorsque l'on veut dispenser ici un enseignement bien inférieur à celui dispensé en France, c'est là une politique délibérée du pouvoir colonial aux Antilles qui concerne tout le monde.

Les Antilles sont doublement victimes de la politique d'austérité du pouvoir colonial car ce sont des colonies, et, aux colonies, les problèmes et les hommes sont traités de façon expéditive et méprisante.

Mais, n'y a-t-il pas d'autres raisons qu'économiques à l'attitude du gouvernement ? n'y a-t-il pas une volonté délibérée de saboter l'enseignement supérieur aux Antilles ?

Le CUAG, en effet, est une des rares administrations qui, par son caractère universitaire bénéficie d'une certaine autonomie d'organisation et d'idées. La tendance générale des enseignants et des étudiants du CUAG est, on le sait anti-colonialiste. De nombreuses initiatives tendant à créer un enseignement plus adapté aux problèmes spécifiques antillais sont prises par de nombreux enseignants, par exemple, l'étude du créole ou l'histoire antillaise.

N'est-ce pas ce foyer d'idées que craint finalement le pouvoir colonial ?

(suite page 2)

MARTINIQUE

Affaissement de terrain au Marigot: 70 personnes évacuées

Au quartier Papin, au Marigot, 15 familles, 70 personnes ont dû être évacuées mardi dernier devant les risques de glissement de terrain consécutifs aux fortes pluies qui se sont abattues pendant une dizaine de jours sur la Martinique.

Déjà on avait pu constater un affaissement de terrain, mais la situation est si dangereuse que l'on parle d'évacuer tout le quartier, soit 90 familles ou plus de 500 personnes.

Les habitants du quartier, en majorité des petits agriculteurs ont dû être évacués et logent provisoirement dans les

écoles du Marigot.

Une fois de plus lorsqu'il y a un cataclysme ce sont les pauvres qui en subissent les conséquences ; car dans cette société, être un travailleur cela signifie non seulement avoir un salaire insuffisant c'est aussi vivre dans les zones les plus insalubres, les plus reculées, les plus dangereuses. C'est par conséquent risquer de perdre à tout moment le peu que l'on a amassé au prix des plus grandes peines. Les habitants de Papin en font ces jours-ci l'expérience.

France

Deux Algériens pris en otage par l'extrême-droite

En représailles à la prise d'otages français par le Front Polisario, mouvement de libération du Sahara Occidental soutenu par l'Algérie, un groupe vient d'enlever deux Algériens en France. Ce groupe intitulé "Charles Martel" exige la libération des otages et affirme que les deux Algériens subiront le même sort que les Français détenus.

Comme on le voit, l'extrême droite française réagit vite. Il est vrai qu'elle est tacitement encouragée par la propagande anti-algérienne et anti-Polisario menée à grands tapage par le gouvernement français et toute la droite colonialiste.

Mais, ce sont sans doute les mêmes qui hier s'offusquaient des prises d'otages et donnaient des leçons de morale qui n'ont pas hésité à prendre en otage les deux Algériens. Et ce sont des gens de la même veine qui, à l'époque de la guerre d'Algérie justifiaient prises d'otages et tortures organisées par l'armée française pour faire pression sur le front de libération nationale algérien.

Non, la véritable raison de ces nostalgiques des guerres coloniales n'est pas la libération des otages français mais surtout de créer un climat "anti-algérien" et anti-arabe en France pour préparer l'opinion à une éventuelle intervention armée des paras français en Afrique du nord.

ACHETEZ ET LISEZ COMBAT OUVRIER !

Guadeloupe

GRÈVE DE LA FAIM D'UN ENSEIGNANT

SOUTENONS LÉBOUCHER !

Monsieur Leboucher, enseignant au CES du Moule en est à son huitième jour de grève de la faim.

Si cet enseignant en a été réduit à compromettre sa vie et sa santé, c'est l'administration rectoriale qui en est responsable. En effet, enseignant depuis plusieurs années au CES du Moule, Mr Leboucher s'est vu déplacé et affecté à Ste-Anne pour des raisons tout à fait arbitraires.

C'est donc pour réclamer d'être maintenu à son poste à Moule que cet enseignant a entamé une grève de la faim.

Combat Ouvrier apporte son soutien total à Leboucher, nouvelle victime du pouvoir colonial dans l'enseignement.

J. BIBRAC

Directeur de publication :
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

I^{er} supplément au mensuel 81

EDITORIAL

(suite)

A-t-il peur que lui échappe cette partie de son système ?

En tout cas, enseignants et étudiants ont raison de se battre car en définitive c'est la meilleure voie permettant de sauver le Centre Universitaire des Antilles et de la Guyane. Accepter de le faire fonctionner avec les miettes que le pouvoir colonial daigne octroyer, ce serait accepter le sabotage et s'en faire les complices.

MARTINIQUE

CAMELEC : LES OUVRIERS SE MOBILISENT CONTRE LES LICENCIEMENTS

Dans l'entreprise du bâtiment CAMELEC, le patron a décidé de donner suite à ses menaces de licenciement qui planaient depuis plusieurs mois.

C'est ainsi qu'un ouvrier a reçu son préavis de licenciement pour cause de fin de chantier. Dans le même temps l'entreprise embauche des apprentis et même des ouvriers sous contrat.

Il faut dire que CAMELEC est de ces petites entreprises où le patron fait ce qu'il veut. Mais depuis que les ouvriers se sont regroupés en section syndicale, les choses ont changé. C'est d'ailleurs pour cela que le patron a voulu acheter le silence de l'ouvrier en lui offrant tout de suite 6.000,00 frs à condition qu'il n'alarme pas le syndicat.

Mais cette fois à CAMELEC la combine n'a pas marché. Les ouvriers sont prêts à la riposte si le patron maintient son licenciement.

Les ouvriers de CAMELEC sont décidés à faire respecter la dignité ouvrière.

MARTINIQUE

ENCORE DES SALAIRES NON PAYÉS A L'HOSPICE DU ROBERT

Depuis août, les employés auxiliaires de l'ex-maternité du Robert transformée actuellement en hospice, ne sont pas payés.

Pourtant lors de leur dernière grève, la direction s'était engagée à leur payer leurs salaires à date régulière.

Il a fallu à nouveau l'intervention de l'ensemble des employés syndiqués pour que l'administration s'engage à payer août et septembre dans le courant de la semaine du 14 novembre.

Encore une fois, c'est sous la menace des travailleurs que l'administration s'est engagée à régler leur salaire.

MARTINIQUE

LE CONSEIL GENERAL AU SECOURS DES CAPITALISTES DES GRANDS MOULINS ANTILLAIS

Après le Conseil Général de la Guadeloupe, le Conseil Général de la Martinique vient de donner son accord, par 15 voix contre 10 à l'augmentation de 7 à 14 % de l'octroi de mer sur les farines importées de France, ceci afin de soutenir la production des GMA qui souffrent de la concurrence des minotiers français.

Dans la société capitaliste, ce protectionnisme est un procédé courant : il sert à certains capitalistes à protéger leurs marchandises contre la concurrence d'autres capitalistes qui vendent moins cher, en augmentant les droits et les taxes à payer sur les marchandises de ces derniers, ceci afin de les rendre moins compétitives.

Comme on le voit, les Conseils Généraux de Guadeloupe et de Martinique n'ont rien refusé aux capitalistes des GMA. Ce qui est plus surprenant par contre, c'est que le Conseil Général est à majorité de

gauche en Guadeloupe et à majorité de droite en Martinique, et que dans chaque île, la gauche a pris une position différente dans cette affaire.

La différence est frappante pour les partis communistes.

En effet, si le PCG soutient l'octroi de mer car il voit en les GMA une entreprise guadeloupéenne employant de la main d'œuvre guadeloupéenne qui est victime de la concurrence des entreprises françaises, le PCM lui par contre est opposé à cette mesure, car les GMA sont pour lui une entreprise américaine (94 % de capitaux américains et 6 % d'italiens) une de ces multi-nationales puissantes qui font la loi sur le marché capitaliste.

Mais aucun d'eux n'a tenu compte de l'intérêt primordial, celui du consommateur qui en Guadeloupe comme en Martinique, verra le prix du pain augmenter.

MARTINIQUE tous au GALA de COMBAT OUVRIER

Ce sera l'occasion pour tous nos sympathisants, nos lecteurs de passer une soirée sympathique et gaie en présence de nos camarades. Ce sera aussi pour eux l'occasion de manifester leur soutien aux idées révolutionnaires que nous défendons régulièrement dans notre presse, dans les entreprises.

Ce soir là de très nombreux artistes seront parmi nous : FAL FRET, MARIE JO PPAJET, PACO CHARLERY FELIX CLARION et CHICO, DJO DESORMO et CHINN'PETE, MARSE et le groupe PALAVIRE, GERMANY à l'accordéon, ERIC VIRGAL, GUY METHALIE, DUVERGER, conteur, TI RAOUL GRIVALLIER, folklore, Groupe Expérimental de Rivière Pilote.

Vous serez intéressé par la présentation d'un stand de livres et vous pourrez vous informer sur notre politique et nos activités en consultant des panneaux. Pour le :

GALA COMBAT OUVRIER

2 DECEMBRE 19 HEURES

TERPSYCHORA (MARTINIQUE)

RECLAMEZ VOS CARTES DES MAINTENANT A NOS CAMARADES.

venez nombreux

MARTINIQUE

LES PETITS PAYSANS POSENT LEURS PROBLÈMES

Dimanche dernier, à Ducos, se créait l'association pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture (ADAM), autour des exploitants ne possédant pas plus de 3 Ha. Ces petits agriculteurs en colère ont décidé de mettre à jour les nombreux problèmes de la petite exploitation qui se posent surtout au niveau de la production.

Les agriculteurs ont en effet constaté la passivité des organismes tels la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles), la CDA (chambre départementale de l'agriculture) et du CAM (Crédit Agricole). De plus, aucune suite n'a été donnée à la conférence de l'agriculture de décembre 76 et à la priorité est accordée à l'intégration dans la communauté européenne, ce qui ne profite qu'à la grosse propriété.

Les problèmes des petits exploitants sont nombreux :

- 1) d'abord, le coût de production de la tonne de canne qui avoisine 150 frs alors que l'usine n'a payé que 100 frs en 76.
- 2) le problème des engrais dont le coût déjà excessif a doublé depuis 74.
- 3) les abus de la SAFER qui, comme le prévoit la réforme foncière devait procéder à des travaux d'aménagement, alors que rien n'a été fait.
- 4) les problèmes de l'irrigation.

A tout cela, s'ajoute les difficultés que causeront inévitablement le coût des aliments concentrés pour le bétail, augmentés dans les mêmes proportions que l'octroi de mer et le frêt.

C'est donc pour faire face à tous ces problèmes que les agriculteurs ont décidé de s'organiser. Mais dans la lutte ils devront s'opposer au pouvoir colonial et aux gros propriétaires s'ils veulent que ce combat ait réellement une issue favorable à leurs intérêts.